



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le

31 OCT. 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement industriel
ENV4

Affaire suivie par : Adeline COT
N/Réf. : 2014-1527

Téléphone : 05 61 15 39 78
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : adeline.cot@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Établissement EOVAL – Lafitte-Vigordane

Mise en place de garanties financières pour la mise en sécurité des installations
Fixation du montant et constitution.

P. J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES à Monsieur le PRÉFET de la Haute-Garonne

ÉTABLISSEMENT

Raison sociale : EOVAL

Siège social : 1 chemin de la Fibat – 31390 LAFITTE-VIGORDANE

Adresse de l'établissement : 1 chemin de la Fibat – 31390 LAFITTE-VIGORDANE

Activité principale : installation de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux

Numéro S3IC : 68-7994

II. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

La loi n°76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avait introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en activité de certaines installations classées. La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venue élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'État.

Le décret d'application de cette loi a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633). Ces dispositions sont codifiées aux articles R. 516-1 à R. 516-6 du Code de l'environnement. Ces dispositions sont applicables au 1^{er} juillet 2012.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, trois arrêtés d'application ont été publiés au Journal officiel. Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté signé le 31 mai 2012, publié au JO du 23 mai 2012) ;
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012, publié également au JO du 23 mai 2012) ;
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012).

Les exploitants des installations concernées doivent présenter au préfet un document attestant de la constitution de garanties pour les installations existantes des annexes 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2012, avant le 1^{er} juillet 2014 ou avant le 1^{er} juillet 2019 (cf. liste en annexe 2 de l'arrêté du 31 mai 2012).

III. SITUATION ADMINISTRATIVE

La société EOVAL est autorisée par arrêté préfectoral du 7 mars 2011 à effectuer une activité de centre de tri, transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux sur la commune de Lafitte-Vigordane.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Eléments caractéristiques ou volume autorisé
2717	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793.	<p>La répartition des déchets contenant des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 susceptibles d'être présents simultanément sur l'installation est la suivante :</p> <p><u>Vrac et conditionnés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 500 kg substances ou préparations très toxiques liquides et solides (1111) - 12 tonnes substances ou préparations toxiques liquides et solides (1131) - 50 kg substances et préparations particulières (1150-1) - 500 kg de Diisocyanate de toluène (1150-10) - 850 kg de liquides extrêmement inflammables (conditionnés) – (1432) - 138 tonnes de liquides inflammables catégorie B (1432) - 102 tonnes de liquides inflammables catégorie C (1432) <p><u>Cuves :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 cuves de 30 et 45 m³ (déchets liquides inflammables de catégorie B) (1432) - 1 cuve de 30 m³ (déchets liquides inflammables de catégorie C) (1432) <p>Dans la limite de 20 000 tonnes par an tous déchets confondus⁽¹⁾</p>

Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques ou volume autorisé
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1- Supérieure ou égale à 1 t</p>	<p>La répartition des déchets contenant des substances ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 susceptibles d'être présents simultanément sur l'installation est la suivante :</p> <p><u>Vrac et conditionnés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3,8 t de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement très toxiques (1172) - 89 t de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement toxiques (1173) - 10 t de substances ou préparations comburantes (1200-2) - 200 kg de peroxydes organiques et préparations en contenant (1212) - 300 kg de gaz inflammables liquéfiés (1412) - 400 kg de substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau (1810) - 300 kg de substances ou préparations dégageant des gaz toxiques au contact de l'eau (1820) <p><u>Cuves</u> :- 8 cuves de 30 m³ et 1 cuve 45 m³ de déchets liquides non inflammables, non toxiques, non dangereux pour l'environnement, non explosifs, non comburants</p> <p>Dans la limite de 20 000 tonnes par an tous déchets confondus⁽¹⁾</p>
2790-1b	<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.</p> <p>1- Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>b-La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	<p>Activité de préparation (broyage, séparation de phase, préparation de déchets solides) de déchets dangereux en vue de leur transfert vers des filières de valorisation et de traitement externes</p>
2790-2	<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.</p> <p>2- Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p>	

Par courrier du 30 décembre 2013 complété par courrier du 28 mai 2014, la société a fourni un calcul du montant de la garantie financière applicable aux installations relevant des rubriques susvisées.

La proposition de calcul de garantie financière transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclue à un montant de garantie supérieur à 75 000 euros; ce calcul a été validé par l'inspection.

L'exploitant doit maintenant constituer des garanties financières correspondantes conformément aux dispositions des articles R. 516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement.

IV. PROPOSITIONS

En application des dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne de fixer par arrêté préfectoral complémentaire le montant des garanties financières applicables à la société EOVAL à la somme de 165 861 euros TTC (avec un indice TP 01 fixé au 1^{er} juillet 2014 à 700,4 et une TVA à 20 %) tel que l'a validé l'inspection.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi dans ce sens est joint au présent rapport pour être soumis à l'avis du CODERST.

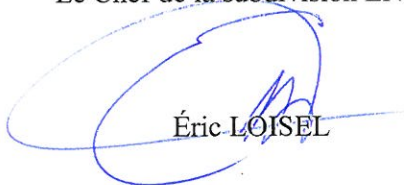
Il a été communiqué à l'exploitant qui n'a pas formulé de remarques particulières.

L'inspecteur de l'Environnement



Adeline COT

Vérifié, et validé le 31/10/2014
Pour le DREAL et par subdélégation,
Le Chef de la subdivision ENV4,



Eric LOISEL

PJ : projet d'arrêté préfectoral